



COMMUNIQUÉ

FÉDÉRATION NATIONALE DES SALARIÉS DU SECTEUR DES ACTIVITÉS POSTALES ET DE TÉLÉCOMMUNICATIONS CGT
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex Tél. 01 48 18 54 00 • Fax 01 48 59 25 22 • www.cg-t-fapt.fr • fede@cg-t-fapt.fr

Montreuil, le 8 juin 2017

Orange

Non au désengagement de l'État Oui à une appropriation publique démocratique.

Dans une interview au Monde le 26 mai dernier, le PDG d'Orange affirme que la privatisation totale de l'entreprise ne lui pose aucun soucis économique, pour lui « l'entreprise est prête... »

A l'inverse, la CGT considère qu'il y a urgence à placer les choix stratégiques du secteur des Télécoms sous contrôle démocratique.

La situation à SFR où 2500 emplois ont été supprimés quelques mois à peine après l'arrivée d'un investisseur privé accentue notre conviction.

Pour la CGT, un renforcement de la présence de l'État dans Orange irait dans le sens de l'appropriation publique démocratique pour un service public de la communication que défend la CGT, dans un contexte concurrentiel destructeur d'emploi qui menace chaque jour l'avenir des salariés.

Alors que les Télécoms sont au centre de l'écosystème numérique qui transforme en profondeur la société et le travail, la CGT ré-

affirme son exigence d'une autre répartition des richesses pour relever les défis de l'entreprise dans la période :

- Développer l'emploi stable,
- Améliorer les conditions de travail pour l'ensemble des salariés y compris les cadres.
- Assurer l'accès au très haut débit (4 G, fibre Optique, 5G) partout et pour tous, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui.

Ces enjeux sont menacés par une stratégie financière qui conduit à augmenter de 8% les dividendes aux actionnaires en 2017. Pour rappel, entre 2008 et 2016, l'entreprise a généré 27 milliards d'euros de bénéfices et a versé 26 milliards d'euros de dividendes.

La CGT réaffirme que d'autres choix sont nécessaires pour assurer durablement l'avenir de l'entreprise, elle fait de nombreuses propositions en ce sens.